

# La France qui fronde : l'adhésion de la Turquie en débat

mardi 8 février 2005, par [Claire Demesmay](#), [Eddy Fougier](#)

**Le Débat, n°133, Janvier-Février 2005, Gallimard, p. 126-137**

Le second semestre 2004 a été marqué en France par un très vif débat relatif aux perspectives d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En France, ce débat paraît beaucoup plus passionné et intense qu'ailleurs. En outre, le nombre d'opposants à l'intégration de la Turquie au sein de l'UE semble être particulièrement élevé. Quatre hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette opposition majoritaire des Français face à une telle adhésion.

La première est liée à la conception qu'ils ont de la conception européenne, mais selon des configurations complexes : certains pro-européens s'opposent à la Turquie au nom d'un soutien à l'idée d'Europe-puissance, au même titre que les eurosceptiques de droite, tandis que les eurosceptiques de la gauche radicale, eux, se montrent favorables à l'adhésion d'Ankara.

La seconde hypothèse réside dans le rapport des Français à l'islam et au facteur immigration. Ceux-ci rejetteraient alors la candidature de la Turquie parce que le pays est musulman par crainte d'une contagion islamiste et d'un afflux de migrants.

La troisième hypothèse a trait aux spécificités de la posture française face à la Turquie, notamment en lien avec la question arménienne, dans un pays où la communauté arménienne est la plus importante d'Europe occidentale. En réalité il est difficile de faire la part entre ces trois explications, compte tenu du caractère complexe des positions sur cet enjeu. Les sympathisants socialistes, par exemple, sont ainsi à la fois pro-européens, assez inquiets face aux menaces de migrations massives et sensibles à la conditionnalité de la reconnaissance du génocide arménien par le gouvernement turc avant toute ouverture de négociations, d'où leur soutien mitigé et conditionnel à la candidature d'Ankara.

La dernière hypothèse tend enfin à mettre davantage l'accent sur un certain malaise français, dont cette question de l'adhésion turque constituerait le symptôme. Ce rejet de la Turquie ne serait-il pas finalement le reflet d'un malaise national, également perceptible dans les fortes réticences françaises face à la mondialisation ? En parlant de la Turquie, ne parlons-nous pas en fait de nous-même, de nos craintes et nos angoisses face à l'avenir ?